**EXTRAIT DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Nombre de conseillers
en exercice 18
présents 18
votants

L'an deux mil six
Le 18 mai,
Le Conseil Municipal de SAINT ETIENNE DE CROSSEY dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jean François
GAUJOUR, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 12 mai 2006.

Présents : Mmes, EMIN LAURENT, LEQUIEN, MARRANT, PERIER CAMBY,
PEYLIN, RONDELET.
MM. BARALDI, BARNIER, BERENGER, FUGIER, GAUJOUR, GUILLON,
PERRET, ROUDET, STEFANUTO, TROUILLOUD, VACHER.
Absents :
Secrétaire de séance : Madame Myriam MARRANT

REPONSE A LA LETTRE DE MONSIEUR L'INSPECTEUR D'ACADEMIE

Vu la lettre de Monsieur Jacques AUBRY, Inspecteur de l'Académie de l'Isère, à propos du :
« Financement par les communes des écoles privées sous contrat »
En faisant référence à la loi n° 2004-809 du 13 août 2004.

Étant donné que Monsieur l'Inspecteur d'Académie demande que lui soit fourni, pour le 15 mai
2006 :
**« Le montant des dépenses scolaires, inscrit au budget communal qui concernent les écoles
publiques élémentaires ».**

Vu la proposition de loi déposée par un groupe de sénateurs afin que soit **abrogé** l'article 89 de la
loi libertés et responsabilités locales.

Cet article de loi met en péril l'effectif des écoles publiques au profit des écoles privées situées hors
du territoire communal. Il faut Préciser que la commune se voit obligée d'assumer les frais de
fonctionnement sans qu'aucune demande de dérogation ne soit nécessaire, alors que la commune
de résidence a souvent la capacité matérielle et humaine d'accueillir l'élève dans son école
publique. (Référence à l'accord en vigueur dans les 10 communes du canton de Voiron)
Les élus sont très inquiets et luttent, souvent chaque année, pour maintenir leurs classes ouvertes.
Ce déséquilibre pourrait provoquer un exode scolaire vers les villes, exode dont la conséquence
serait la fermeture des écoles laïques et républicaines.

Étant donné les différents recours déposés par les groupes politiques devant le conseil d'État.

Étant donné le désaccord de l'Association des Maires de France (AMF).

Le Conseil municipal de Saint Etienne de Crossey, prend la décision, de ne pas répondre à Monsieur l'Inspecteur d'Académie. Il préfère attendre :

- Le résultat du vote sur la proposition de loi
-
- Le résultat des recours devant le Conseil d'État
-
- La réponse de Monsieur le Ministre de l'Éducation aux questions posées par l'AMF, quant à l'application de l'article 89 de la loi du 13 août 2004.

Délibérations adoptées par 17 voix et 1 abstention.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits, et ont signé au registre les membres présents.

Fait à St Etienne de Crossey,
Le 18 mai 2006

Le Maire
Jean-François GAUJOUR